

Une croissance soutenue, mais peu riche en emplois

En 2017, la croissance perdure. Le PIB progresse de 3,2 % en volume après + 3,1 % en 2016 et + 2,8 % en 2015. La consommation des ménages et le regain des dépenses des administrations publiques constituent les principaux moteurs de cette croissance. L'activité touristique progresse fortement. L'investissement ralentit, mais en contrepartie, les importations pèsent moins négativement sur la croissance que les années précédentes.

En revanche, les effets de la croissance se ressentent peu sur le marché du travail : le chômage reste stable en 2017.

Antonin Creignou, Insee

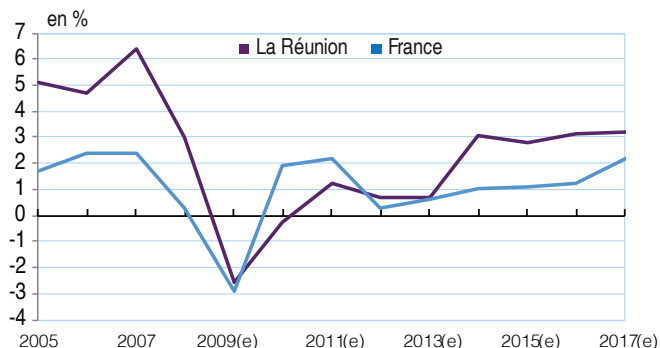
Le produit intérieur brut (PIB) de La Réunion progresse de 3,2 % **en volume** en 2017 après + 3,1 % en 2016 et + 2,8 % en 2015 (*figure 1, définitions*). Après un rebond de croissance porté par le chantier de la Nouvelle route du littoral en 2014, la croissance oscille autour de 3 % depuis trois ans.

Le PIB par habitant progresse de 2,6 % en volume en 2017 après + 2,5 % en 2016. Il s'établit ainsi à 21 500 euros, soit à 63 % du niveau national.

En France, l'économie accélère franchement en 2017 : le PIB progresse de 2,2 % en volume, après + 1,2 % en 2016. Il s'agit de la plus forte croissance depuis 2011. Le commerce extérieur contribue positivement à la croissance pour la première fois depuis 2012 avec des exportations particulièrement vigoureuses. La consommation des ménages et des administrations ralentit, mais la vigueur de l'investissement contribue fortement à la croissance.

1 Le PIB progresse de 3,2 % en volume

Évolution du taux de croissance du PIB en volume à La Réunion et en France



(e) : estimation

Source : Insee, comptes nationaux (base 2014) ; Insee, comptes régionaux définitifs jusqu'en 2007 (base 2005) ; Cerom, comptes rapides (2008-2017).

La consommation, toujours moteur de croissance

À La Réunion, la consommation des ménages continue de soutenir la croissance en 2017 et en reste le premier moteur (*figure 2*). Sa progression est dynamique : + 3,1 % en volume (après + 3,4 % en 2016 et + 3,2 % en 2015). Ce dynamisme résulte notamment d'une hausse de

la masse salariale (+ 4 %). Le nombre d'emplois salariés progresse modestement (+ 0,9 %), mais les salaires versés augmentent nettement, dans le secteur marchand comme dans le secteur non marchand. L'inflation est par ailleurs un peu plus marquée que l'an passé : l'**indice des prix à la consommation** augmente de 0,4 % en 2017, contre une stabilité des prix en 2016. Mais elle reste très inférieure à la hausse des revenus. Ainsi, le pouvoir d'achat des ménages augmente de 2,8 % en 2017.

En forte hausse en 2017, les dépenses de consommation des administrations publiques constituent l'autre moteur de la croissance. Elles augmentent de 3,2 % en volume (contre + 1,6 % en 2016). En effet, les dépenses des collectivités locales progressent toujours à un rythme soutenu. De surcroît, les dépenses de l'État accélèrent cette année, en lien avec des revalorisations salariales des fonctionnaires (transfert primes-points du protocole relatif aux « parcours professionnels, carrières et rémunérations » et hausse du point d'indice).

Coup de frein pour l'investissement

L'investissement ralentit en 2017 : + 3,2 % en volume après + 6,1 % en 2016. Néanmoins, il reste bien orienté dans le secteur de la construction (+ 7,3 % en volume). En témoignent les hausses de l'emploi dans le secteur, des permis de construire et des investissements sur le chantier de la Nouvelle route du littoral (271 millions d'euros en 2017 contre 248 millions en 2016).

Le solde du commerce extérieur à La Réunion reste fortement déficitaire et les importations pèsent négativement sur la croissance. Néanmoins, en 2017, leur augmentation en volume est limitée (+ 1 %). En partie portée par la hausse des dépenses des administrations

2 Forte progression des dépenses des administrations publiques

Le PIB à La Réunion et ses principales composantes

	2017(e) en milliards d'euros	Évolution 2016/2017		
		Volume	Prix	Valeur
		en %		
Produit Intérieur Brut	18,53	3,2	0,4	3,6
Consommation des ménages	11,79	3,1	0,3	3,4
Consommation des administrations publiques	7,31	3,2	0,6	3,8
Investissement	4,11	3,2	0,9	4,0
Importations	5,21	1,0	2,5	3,6
Exportations	0,47	0,4	1,7	2,1
Dépense des touristes	0,32	9,5	1,0	10,5

(e) : estimation.

Source : Cerom, comptes rapides.

publiques, la dynamique de croissance ne s'accompagne donc pas d'une forte augmentation des importations. Les exportations sont quant à elles en légère progression (+ 0,4 % en volume), malgré le fléchissement des ventes de sucre. Les montants exportés restent néanmoins trop faibles pour contribuer de manière visible à la croissance économique.

Avec une hausse de 9,5 % du nombre de touristes, les dépenses touristiques progressent nettement en 2017 (324 millions d'euros en 2017 contre 294 millions en 2016). Elles contribuent pour 0,1 point à la croissance.

Une croissance économique qui se ressent peu sur l'emploi

L'emploi dans les secteurs marchands a été moins dynamique qu'en 2016. En outre, le nombre de contrats aidés ayant diminué d'un quart depuis la mi-2016, l'emploi dans les services non marchands est stable en 2017 (contre + 1,3 % en 2016). Les créations d'emplois n'ont ainsi pas été suffisantes pour faire baisser le **taux de chômage au sens du Bureau international du travail** en 2017 : il reste stable à 23 %, après trois années de baisse. ■

L'économie française progresse vivement en 2017

En 2017, l'activité mondiale accélère. La croissance de la zone euro se poursuit et atteint son niveau le plus haut depuis dix ans (+ 2,5 %). L'économie française connaît également une nette croissance (+ 2,2 %), la plus forte depuis 2011, portée par un investissement qui s'accélère nettement et des exportations vigoureuses. La demande intérieure augmente mois vite qu'en 2016, freinée en partie par une consommation des ménages moins dynamique. En effet, l'accélération des prix l'emportant sur celle des revenus, le pouvoir d'achat des ménages ralentit légèrement en 2017. En 2017, l'emploi accélère et le taux de chômage baisse davantage qu'en 2016, passant de 10 % à 9 % fin 2017.

Bruno Patier, Division Synthèse conjoncturelle (Insee)

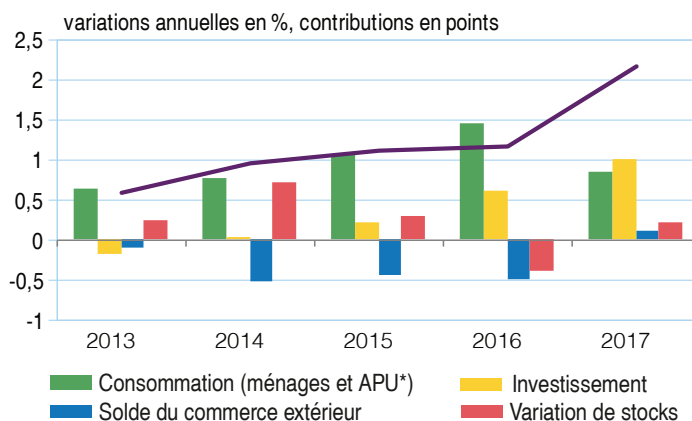
En 2017, l'activité mondiale a accéléré : + 3,9 % après + 3,3 % en 2016. L'activité continue à reprendre quelques couleurs dans les pays émergents (+ 6,5 % après + 4,9 %) : l'activité chinoise se stabilise mais l'activité se reprend au Brésil et en Russie. Dans les économies avancées, l'activité accélère aussi (+ 2,3 % après + 1,7 % en 2016) essentiellement du fait des États-Unis (+ 2,3 % après + 1,5 %). Elle est portée par une reprise de la dépense publique et de l'investissement des entreprises. La croissance britannique se stabilise (+ 1,8 % après + 1,9 %).

La croissance de la zone euro au plus haut depuis 2007

Dans la zone euro, l'activité accélère vivement : + 2,5 % après + 1,8 % avec des niveaux de confiance des entrepreneurs à des plus hauts historiques depuis 17 ans. L'accélération de l'activité dans la zone euro est surtout portée par le commerce extérieur avec des exportations très dynamiques (+ 5,3 % après + 3,4 %).

1 Un investissement dynamique

Variations annuelles du PIB en volume et contributions à ces évolutions



Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

L'investissement reste allant, aidé par la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) qui reste accommodante et maintient les taux d'intérêt à un niveau faible. Les disparités de croissance demeurent, l'Italie étant moins dynamique que ses principaux partenaires européens. Au total, le commerce mondial se reprend franchement en 2017, à + 5,3 % après + 2,0 %.

L'économie française accélère franchement en 2017

En 2017, le PIB français progresse de 2,2 % en volume, après + 1,2 % en 2016. Il s'agit de la plus forte croissance depuis 2011 (*figure 1*). Le commerce extérieur contribue positivement à la croissance du PIB pour la première fois depuis 2012 (+ 0,1 point contre - 0,5 point en 2016) : en effet, les exportations sont particulièrement vigoureuses (+ 4,5 % après + 1,5 %) tandis que les importations accélèrent moins fortement (+ 4,0 % après + 3,0 %).

Les entreprises stockent plus en 2017 (contribuant pour + 0,2 point à la croissance annuelle, après - 0,4 point en 2016), compensant le ralentissement de la demande intérieure. En effet, la demande intérieure hors stocks ralentit un peu (contribution de + 1,8 point à la croissance du PIB en 2017 contre + 2,1 points en 2016), freinée par la consommation (ménages et administrations) dont la contribution au PIB passe à + 0,8 point en 2017 après + 1,5 point en 2016. Le ralentissement de la consommation des ménages (+ 1,1 % après + 2,0 %) provient en partie de celui de leur pouvoir d'achat (+ 1,3 % après + 1,8 %). Du côté de la demande publique, la consommation collective des administrations publiques marque légèrement le pas (+ 0,5 % après + 0,7 %) mais leur investissement accélère (+ 1,4 % après + 0,2 % en 2016 faisant suite à des replis les années précédentes dont - 4,6 % en 2015).

La vigueur de l'investissement contribue fortement à la croissance du PIB

L'investissement accélère nettement en 2017 (+ 4,5 % après + 2,8 % en 2016) jusqu'à dépasser son rythme de 2008. L'investissement des ménages progresse très fortement (+ 5,6 %

après + 2,8 %), notamment du fait d'achats immobiliers très dynamiques. Malgré une diminution des livraisons de matériels militaires, l'investissement public accélère en 2017 (+ 1,4 % après + 0,2 %), porté par les dépenses en bâtiment et en travaux publics. Enfin, l'investissement des entreprises non financières, déjà dynamique en 2016 (+ 3,4 %), accélère encore en 2017 (+ 4,1 %). Le taux d'utilisation de leurs capacités de production atteint en fin d'année des niveaux inédits depuis la crise financière de 2008, tout comme l'ensemble des facteurs de tension sur l'offre (difficultés de recrutement et goulots de production).

L'accélération de l'emploi conduit à une baisse d'un point du taux de chômage

L'emploi total accélère : + 261 000 sur un an fin 2017, après + 251 000 un an auparavant. Il est porté par l'emploi salarié marchand non agricole (+ 257 000 après + 213 000) qui bénéficie de l'accélération de l'activité. Ainsi, le taux de chômage en France entière baisse davantage que l'année passée, passant de 10,0 % fin 2016 à 9,0 % fin 2017.

Le pouvoir d'achat des ménages ralentit du fait de l'inflation

En moyenne annuelle, les prix de la consommation retrouvent une progression significative en 2017 après avoir stagné en 2016 (+ 1,3 % après - 0,1 %), tandis que le revenu disponible des ménages accélère nettement (+ 2,6 % après + 1,7 %), du fait de la vigueur des revenus d'activité et du patrimoine et de la modération des prélèvements obligatoires. L'accélération des prix l'emportant sur celle des revenus, le pouvoir d'achat des ménages ralentit légèrement en 2017 (+ 1,3 % après + 1,8 %). ■